



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES ESPACES DE
L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE**

**CAHIER DES CHARGES SÉCURITÉ
Septembre 2023**

SOMMAIRE

I / INTRODUCTION	3
II / GÉNÉRALITÉS	4
III / CONDITIONS DE SÉCURITÉ DE L'EPPPD.....	5
3.1. Classement ERP	5
3.2. Effectif admissible du public	5
3.3. Dégagements	7
3.4. Conditions d'accessibilité des personnes en situation de handicap.....	8
3.5. Surveillance de la manifestation	9
3.6. Protection contre l'incendie	9
3.7. Éclairage de sécurité	10
IV / OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR.....	10
4.1. Responsabilités	10
4.2. Présentation de la manifestation	12
4.3. Consignes d'exploitation.....	12
4.5. Autorisations administratives.....	13
4.6. Obligations du chargé de sécurité (Manifestations de type T)	14
V / OBLIGATIONS DES EXPOSANTS (Manifestations de type T : exposition ou salon)	15
5.1. Aménagements intérieurs	15
Interdictions	16
5.2. Aménagement de planchers	17
5.3. Stockage	17
5.4. Dégagements	17
5.5. Électricité	17
VI / OBLIGATIONS DES UTILISATEURS POUR LES AUTRES ACTIVITÉS	20
6.1 Activités de type L (conférence, réunion, spectacles ou usages multiples)	20
6.1.1 Planchers en superstructures	20
6.1.2. Rangées de sièges	20
6.1.3 Décors.....	20
6.1.4. Équipements techniques.....	21
6.2. Activités de type N (restaurant et débit de boissons)	21
6.3. Activités de type P (salle de danse)	21
6.3.1. Aménagements	21
6.1.2. Rangées de sièges	22
VII/ CAPACITÉS D'ACCUEIL DES ESPACES MIS À DISPOSITION	23

I / INTRODUCTION

Le cahier des charges vise à définir et à répartir les obligations administratives et juridiques réciproques entre les différents utilisateurs et l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (EPPPD). Son objectif repose sur la nécessité d'assurer au maximum la sécurité des personnes susceptibles de se déplacer dans la totalité des locaux réservés aux différentes manifestations.

Deux principes essentiels régissent ce cahier des charges :

- L'organisateur de la manifestation a l'entière responsabilité de l'activité qu'il conduit dans les locaux et annexes mis à sa disposition.
- L'Établissement public du Palais de la Porte Dorée est responsable des parties communes.

Le cahier des charges de l'EPPPD se fonde sur les dispositions réglementaires suivantes :

- Code de la Construction et de l'Habitation, articles R 143.1 à R 143.47, R 184.2, R 184.3,
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, approuvant les dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,
- Arrêté du 12 juin 1995 modifié portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type Y (musées),
- Arrêté du 12 décembre 1984, modifié, portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type L (salles de réunions, salles polyvalentes, salles de spectacles),
- Arrêté du 21 Juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type N (restaurants, débits de boissons),
- Arrêté du 7 juillet 1983 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type P (Salles de danse et salles de jeux),
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type R (établissements d'enseignement),
- Arrêté du 12 juin 1995 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type S (bibliothèques, centres de documentation et de consultation d'archives),
- Arrêté du 18 novembre 1987 modifié et de l'arrêté du 11 Janvier 2000, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type T (salles d'expositions, foires, salons).

Ces dispositions réglementaires propres aux établissements recevant du public ne sont pas limitatives. Elles doivent être complétées par l'ensemble des mesures législatives ou réglementaires existantes ou à venir concourant à la sécurité :

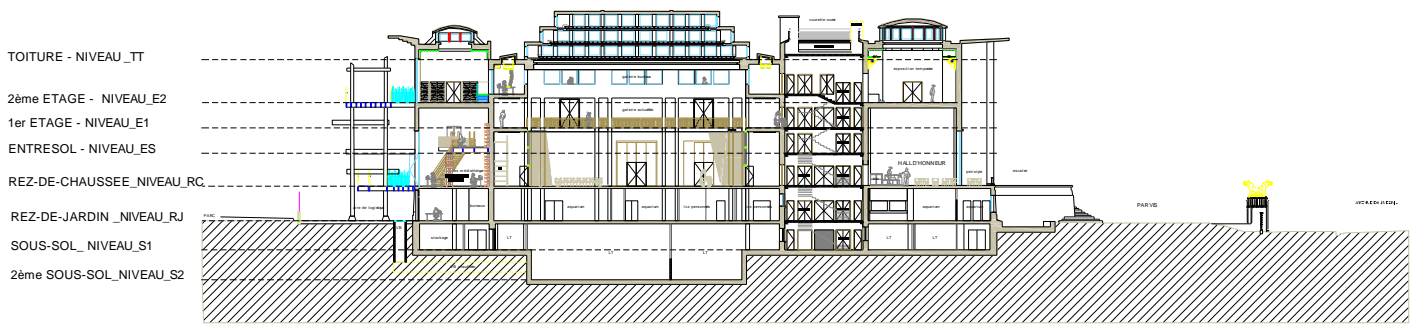
- Code du travail
- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs contre les courants électriques
- Loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- Norme NFC 15 100 règles des installations électriques basse tension
- Norme NFC 15 150 règles des installations lampes à décharge à haute tension
- Règlement sanitaire départemental
- Articles L.161-1, L.164-1, L.164-2, L.164-3, R.162-8 à R.162-13, R.164-1 à R.164-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'arrêté du 1er août 2006 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public.

Les obligations et responsabilités telles qu'elles résultent des articles R 143.3 et 143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation, sont réparties entre l'EPPPD, les organisateurs de manifestations, et dans le cadre d'une exposition, les exposants, locataires des stands ou utilisateurs des diverses salles.

II / GÉNÉRALITÉS

Le Palais de la Porte Dorée a été construit en 1931 par l'architecte Albert LAPRADE. Ancien musée des Colonies, il est un des témoins du style architectural des Arts Déco des années 1930 et présente aujourd'hui des espaces tels que l'on pouvait les percevoir lors de sa construction.

Depuis 2012, le Palais de la Porte Dorée est géré par l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (EPPPD), qui comprend 2 entités : l'Aquarium tropical, situé dans le socle depuis l'inauguration du Palais en 1931, et le Musée national de l'histoire de l'immigration (MNHI). Ces deux entités sont placées sous une direction unique pour la sécurité des personnes.



Ce bâtiment est distribué suivant le principe du cloisonnement traditionnel ; s'agissant d'un établissement recevant du public de 2^e catégorie, une façade est accessible au Nord par l'avenue Armand ROUSSEAU.

Les différentes configurations des espaces sont dans les documents suivants :

Extérieur	EX-V1
Rez-de-jardin (Aquarium)	RJ Aquarium
Rez-de-chaussée (Hall d'honneur/Forum/Hall Marie Curie/Auditorium/Ateliers)	<ul style="list-style-type: none"> - RC V1-0 - RC V2-0 - RC V3-0 - RC V4-0 - RC V5-0 - RC V6-0 - RC V7-0 - RC V8-0 - RC SUP V9-0
Entresol (Mezzanines)	<ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} ETAGE V1-0 - 1^{er} ETAGE V2-0 - 1^{er} ETAGE V2b-0 - 1^{er} ETAGE V3-0
Étage (Salle d'exposition temporaire/Coursive)	<ul style="list-style-type: none"> - ETAGE V1-0 - ÉTAGE V2-0 - ÉTAGE V3-0

III / CONDITIONS DE SÉCURITÉ DE L'EPPPD

L'EPPPD a pour mission de gérer et d'administrer l'ensemble des locaux du Palais de la Porte Dorée ainsi que leurs moyens d'accès, tant intérieurs qu'extérieurs.

Un représentant qualifié de la direction de l'EPPPD assure pendant les manifestations une présence sur le site afin de prendre les premières mesures de sécurité le cas échéant.

Le registre de sécurité prévu aux articles R 143.44 du code de la construction et de l'habitation, établi pour l'ensemble de l'établissement, doit être complété par le présent cahier des charges.

L'EPPPD met à la disposition de l'organisateur de manifestations des installations qui sont maintenues et entretenues en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur. L'ensemble de ces installations est soumis aux vérifications techniques réglementaires effectuées par un organisme agréé. Les espaces mis à la disposition de l'organisateur sont chauffés et rafraîchis. Néanmoins, dans les parties les plus monumentales, aucune garantie de température ne peut être assurée.

3.1. Classement ERP

Selon le dernier avis du 24 janvier 2022 de la commission de sécurité émis lors de son passage en visite périodique le 25 novembre 2021, le classement retenu pour ce bâtiment est celui d'un **ERP de type Y (musée) de 2^e catégorie avec activité de types :**

- **L** - Salle à usage d'audition, de conférence, de réunions, de spectacles ou à usages multiples
- **R** - Établissement d'enseignement
- **S** - Bibliothèque et centre de documentation et de consultation d'archives
- **W** - Administration, banque, bureaux

Le présent cahier des charges permet d'organiser des manifestations exceptionnelles, activités de type pour un effectif global de 1 453 personnes (réévaluation après réaménagement :

- **N** - Restaurant et débit de boissons
- **T** - Salle d'exposition et salon
- **P** - Salle de danse

3.2. Effectif admissible du public

Les effectifs sont évalués selon les surfaces accessibles au public, le type de l'activité et les dégagements offerts. Il est rappelé également les restrictions d'occupation simultanée des locaux et les effectifs maximaux admis pendant les ouvertures de l'établissement au public et hors présence du public visiteur.

Mode de calcul des effectifs :

- Type L (réunion, conférences, spectacle, défilé) : nombre de places assises
- Type N (restauration assise) : 1 personne/m² (déduction faite des estrades, aménagements fixes)
- Type N (restauration debout) : 2 personnes/m² (déduction faite des estrades et aménagements)
- Type P (salle de danse) : 4 personnes/3 m² (déduction faite des estrades, aménagements fixes)
- Type R (examen) : nombre de places assises
- Type T (exposition) : 1 personne/m² (surface brute)
- Type Y (musées) : 1 personne/5 m²

Dans le cadre général, les manifestations exceptionnelles se font en dehors de la présence du public. Si une manifestation doit se dérouler en présence du public, **l'effectif maximum de 1 453 personnes doit être respecté.**

Le site est équipé d'un système de comptage à l'entrée principale calculant le cumul des effectifs présents sur le site.

Si cet effectif maximum est dépassé, la fermeture de certains espaces sera effectuée pour maintenir le nombre réglementaire.

3.2.1 Effectifs admis aux horaires d'ouverture au public limités par niveau

NIVEAU	Surface des espaces	SALON ESPACES	SURFACES mises à disposition pour les locations	ACTIVITÉS	EFFECTIF MAXI Par espace	EFFECTIF MAXI par étage aux horaires d'ouverture
2 ^{ème} étage - niveau E2	235 m ²	Couronne ouest	S.O.	Centre de ressources	20	430
	99 m ²	1 salle de réunions administratives	S.O.	Code du travail	30	
	76 m ²	Prologue ouest	76 m ²	L-N-Y	76	
	1540 m ²	Espace d'exposition permanente	S.O.	Y	250	
	777 m ²	Espace d'exposition temporaire :	560 m ²	L-N-Y	112	
1 ^{er} étage - niveau E1 (mezzanine)	275 m ² (138 +137)	2 mezzanines historiques	S O	Y	0	145
	145 m ²	Coursive : palier historique	S O	L-N-Y	145	
	234 m ²	Mezzanine Ouest	S O	L-N-Y	234	
	246 m ²	Mezzanine Est	S O	Y	0	
Rez-de-chaussée (niv RC)	650 m ²	Hall d'honneur	650 m ²	L-Y-N-R	650	598
	873 m ² dont 73 m ² estrade	Forum	873 m ²	L-Y-N-R-T-P	800 limité à 1000p en cocktail	
	442 m ²	Hall Marie Curie (ouest)	442 m ²	L-Y-N-R-T-P	442 limité à 500p en cocktail	
	440 m ² dont 48 m ² estrade gradins ouverts Gradins repliés (15 m ²)	Auditorium (est)	440 m ²	L-R L-N-R-T-P	Limité à 189 p (dont 5 PMR) 440 limité à 300 p en cocktail	
	280 m ² (100+60+40+40+40)	Ateliers 1 à 5	280 m ²	L-N-R	20 à 60 personnes	
Rez-de-Jardin (niv RJ)	1215 m ² (dont 280 m ² salle d'expo temporaire)	Aquarium	1 215 m ²	L-Y-R	Limité à 249 personnes	280
	120 m ²	Salle Haardt	120 m ²	L	Limité à 19 pers.	
		Bureaux	S. O	Code du Travail	50	
	TOTAL		5 274 m²			1453

3.2.2 Effectifs admis aux horaires de fermeture au public

NIVEAU	Surface des espaces	SALON ESPACES	SURFACES mises à disposition pour les locations	ACTIVITÉS	EFFECTIF MAXI Par espace	EFFECTIF MAXI Par étage aux horaires de fermeture au public
2ème étage - Niveau E2	235 m²	Couronne ouest	S.O.	Centre de ressources	20	430 personnes espace PROLOGUE et ESPACE EXPOSITION TEMPORAIRE si le reste de l'établissement est occupé 1335 personnes en cocktail si entresol, RDC haut et RDJ de l'établissement sont inoccupés (Niveau desservi par 8S/16UP)
	99 m²	1 salle de réunion administrative	S.O.	Code du travail	30	
	76 m²	Prologue ouest	76 m²	L-N	76	
	1540 m²	Exposition permanente : Repères	S.O.	Y	0	
	777 m²	Espace d'exposition temporaire	777 m²	L N (cocktail) Y	400 400 160	
1er étage - Niveau E1	275 m² (138 +137)	2 mezzanines historiques	S.O.	Y	0	758 personnes si RDC haut et RDJ de l'établissement sont inoccupés et 430 personnes des étages supérieurs (Niveau desservi par 6S/12UP)
	145 m²	Coursive : palier historique	S.O.	L-N-Y	145/290	
	234 m²	Mezzanine Ouest	S.O.	L-N-Y	234/468	
	246 m²	Mezzanine Est	S.O.	Y	0	
Rez-de-Chaussée (niv RC)	650 m²	Hall d'honneur	650 m²	L-Y-N-R-T	650 p	Niveau limité à 1453 personnes si étages supérieurs non occupés (Niveau desservi par 8S/16UP)
	873 m² dont (73 m² estrade)	Forum	800 m²	L-Y-N-R-T-P	800 p et limité à 1000 p en cocktail	
	442 m² gradins ouverts	Hall Marie Curie (ouest)	442 m²	L-Y-N-R-T-P	442 p et limité à 500 p en cocktail	
	440 m² (dont 48 m² estrade) Gradins ouverts (125m²) Gradins repliés (15 m²)	Auditorium (est)	440 m²	L-R L-N-R-T-P	Limité à 189 p (dont 5 PMR) 440 p et limité à 300 en cocktail	
	50 m² à 110 m²	Atelier 1 à 5	50m² à 110m²	L-N-R	20 à 110 personnes	
Rez-de jardin Niveau RJ	1465 m² (dont 359 m² d'exposition temporaire)	Aquarium	1 465 m²	L-N-Y-R	Limité à 300 p en cocktail	349 p (Niveau desservi par 3S/4UP)
	120 m²	Salle Haardt	120 m²	L	Limité à 49 personnes	
					TOTAL 1453 personnes	

3.3. Dégagements

Niveau	Effectif public	Effectif interne	Total par niveau	Cumul	Dégagements par niveau	Dégagements Cumul
2 ^{ème} étage - Niveau E2	420	10	430	430	Sorties sur dégagements protégés : 4 sorties et 8 UP Sorties sur escaliers monumentaux : 4 sorties et 8 UP <i>Total : 8 sorties et 16 UP</i>	2 escaliers à l'air libre : 2 x 2 UP 2 escaliers protégés : 2 x 2 UP Escaliers existants Nord : 2 x 4 UP Escaliers existants Sud : 2 x 2 UP <i>Total: 8 escaliers et 16 UP</i>
1 ^{er} étage - Niveau E1	144	1	145	575	Sorties sur dégagements protégés : 2 sorties et 8 UP Sorties sur escaliers monumentaux : 4 sorties et 8 UP <i>Total : 6 sorties et 12UP (2 escaliers à l'air libre non accessible à ce niveau)</i>	2 escaliers à l'air libre : 2 x 2 UP 2 escaliers protégés : 2 x 2 UP Escaliers existants Nord : 2 x 4 UP Escaliers existants Sud : 2 x 2 UP <i>Total: 8 escaliers et 16 UP</i>
Rez-de-Chaussée Niveau-RC	590	8	598	1173	Sorties sur dégagements protégés au Nord : 2 sorties et 4 UP Sorties sur escaliers monumentaux Nord : 2 sorties et 4 UP Sorties sur Extérieur Sud : 3 sorties et 8 UP <i>Total : 8 sorties et 16 UP</i>	2 escaliers à l'air libre : 2 x 2 UP Escaliers existants Nord : 2 x 4 UP Façade Sud : 3 x 2 UP <i>Total : 4 escaliers et 8 UP 3 sorties façade Sud et 8 UP</i>
Rez-de-jardin Niveau-RJ	265	15	280	280	<i>3 sorties et 6UP</i>	<i>3 sorties et 6 UP</i>
Effectif maximum				1453		2 escaliers à l'air libre : 2 x 2 UP Façade Nord : 2 x 4 UP Façade Sud : 3 x 2 UP Façade Ouest : 1 x 2 UP Façade Est : 1 x 2UP <i>Total : 9sorties et 18 UP au moins</i>

Nota : le Rez-de-chaussée et le Rez-de-jardin constituent chacun un niveau d'évacuation

3.4. Conditions d'accessibilité des personnes en situation de handicap

Ce cahier des charges est conforme aux articles R.123-7 du code de la construction et de l'Habitation et du GN 8 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public du 25 juin 1980 modifié.

L'ensemble des espaces ouverts au public est accessible aux personnes en situation de handicap à l'exception des coursives du parcours historique et du palier sud rez-de-chaussée (marches non aménageables).

Les conditions d'accessibilité des personnes en situation de handicap ne devront pas être modifiées par les aménagements mis en œuvre au sein de l'établissement.

Le Palais de la Porte Dorée dispose de sanitaires pour personnes à mobilité réduite pour hommes et femmes.

3.5. Surveillance de la manifestation

Manifestation exceptionnelle durant les heures d'ouverture au public :

- Présence d'un électricien
- 1 agent de sécurité SSIAP 2
- 1 agent de sécurité SSIAP 1
- 1 agent de sécurité SSIAP 1 dans l'espace de la manifestation

Manifestation exceptionnelle durant les heures de fermeture du site au public :

1. Effectif < à 750 personnes :
 - 1 agent de sécurité SSIAP 2
 - 1 agent de sécurité SSIAP 1
 - 1 agent de sécurité SSIAP 1 dans l'espace de la manifestation
2. Effectif > à 750 personnes :
 - Présence d'un électricien
 - 1 agent de sécurité SSIAP 2
 - 2 agents de sécurité SSIAP 1
 - 2 agents de sécurité SSIAP 1 dans l'espace de la manifestation

Scénarios d'évacuation retenus par espace	
Scénario 1 : Aquarium	Évacuation par l'accueil administratif ou par la sortie Sud-Ouest accompagnée par le personnel présent. Évacuation de la salle d'exposition par la façade Nord accompagnée par le personnel présent.
Scénario 2 : Salle Haardt	Évacuation par l'accueil administratif accompagnée par le personnel présent
Scénario 3 : Hall d'honneur, Forum, Auditorium, Hall Marie-Curie	Évacuation par le Hall d'honneur : issues de secours Ouest et Est, et portes principales frontales accompagnée par le personnel présent
Scénario 4 : Prologue	Évacuation par les courettes Est et Ouest et mise en sécurité sur les escaliers Nord accompagnées par le personnel présent
Scénario 5 : Ateliers 1 à 5	Évacuation par le Hall d'honneur : issue de secours Est et portes principales frontales et mise en sécurité sur les escaliers Nord accompagnées par le personnel présent

3.6. Protection contre l'incendie

Le bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie A de marque DEF couvrant l'ensemble de l'établissement. Les moyens de détection et d'extinction sont conformes et adaptés à un ERP de type Y avec des activités L, R, S et W de 2^{ème} catégorie), vérifiés par des entreprises et organismes agréés.

L'alerte est assurée par une ligne directe (TAU) avec la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris.

Tous les espaces du Palais de la Porte Dorée sont protégés par des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres, répartis tous les 200 m et par niveau, ainsi que d'un extincteur CO₂ à proximité des armoires électriques. Le parc d'extincteurs est contrôlé en application de la

réglementation en vigueur. Ceux-ci pourront être complétés par l'Établissement en fonction du risque lié aux activités.

L'établissement dispose d'un désenfumage mécanique installé dans l'Aquarium, l'Auditorium, le Hall Marie Curie et la Médiathèque et d'un désenfumage naturel pour les salles d'exposition à l'étage, le Hall d'honneur et le Forum.

Les robinets incendie armés (RIA) de l'établissement doivent rester visibles et accessibles.

En complément du service permanent basé au poste central de sécurité « PCS » (un SSIAP2 et un SSIAP1), le service de sécurité incendie (SSI) est géré, pendant la présence du public, par l'EPPPD, sur les bases suivantes :

Type d'activité	Présence obligatoire
T (1 pers/m ²)	1 SSIAP 1 (si effectif < 750) 1 SSIAP 2 et 2 SSIAP 1 (si effectif > 750)
L	1 SSIAP 1 (si effectif < 750) 1 SSIAP 2 et 1 SSIAP 1 (si effectif > 750)
P	1 SSIAP 1
R	1 SSIAP 1

Les moyens de secours doivent rester en permanence visibles et accessibles. Une zone libre de 1 m² doit être réservée devant chaque RIA. Le chargé de sécurité veillera au respect de cette disposition et prendra toutes les mesures nécessaires le cas échéant.

3.7. Éclairage de sécurité

L'éclairage de sécurité se fait par source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs. Un groupe électrogène de 400 kVa assure notamment l'éclairage de remplacement.

Il est strictement interdit neutraliser ou de masquer l'éclairage de sécurité (ambiance et évacuation) de l'établissement.

IV / OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

4.1. Responsabilités

L'organisateur de la manifestation s'engage envers les tiers et l'autorité administrative, représentée par M. le Préfet de Police de Paris, à assumer seul l'entière responsabilité de la manifestation qu'il organise, des travaux d'accompagnement nécessaires, tant en ce qui concerne la conception et la réalisation de ses ouvrages, qu'en ce qui concerne les incidents ou accidents qui pourraient être la conséquence d'erreurs, défauts, vices, ou malfaçons, pendant l'exécution des montages, ainsi que l'application des dispositions destinées à assurer la sécurité du public.

L'organisateur a l'obligation de prendre toutes dispositions utiles pour que soient respectées les dispositions réglementaires applicables en matière de sécurité par référence aux textes suivants :

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, approuvant les dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 18 novembre 1987 modifié, portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type T (salles d'exposition).
- Arrêté du 12 décembre 1984 modifié, portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les

établissements recevant du public du type L (salles d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles).

- Arrêté du 21 juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type N (restaurants et débits de boissons).
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type R (établissements d'enseignement).
- Arrêté du 7 juillet 1983 modifié, portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type P (salles de danse, salles de jeux).
- Arrêté du 12 juin 1995 modifié portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité des établissements de type Y (musées)
- Dans tous les cas, les dispositions des articles R.162-8 à R.162-11.
- Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

L'EPPPD remet à chaque organisateur de manifestations le présent cahier des charges. Il reçoit de la part de cet organisateur une attestation signée, par laquelle ce dernier reconnaît avoir reçu et lu ce cahier des charges, et s'engage à respecter les diverses mesures de sécurité propres à l'Établissement et aux locaux concernés (un modèle de cette attestation est joint en annexe du présent document).

L'organisateur reconnaît avoir la pleine responsabilité quant à l'application des règles de sécurité dans tout ou partie du bâtiment qui lui est louée, et ce, dès la signature du contrat le liant avec l'EPPPD.

L'organisateur est responsable, pendant la période d'occupation des locaux, des détériorations qu'il provoquerait sur les ouvrages et installations techniques mises à sa disposition. Aux fins de constat, un état des lieux contradictoire sera dressé lors de l'entrée dans les lieux. De même sera établi à l'issue de la manifestation un état des lieux de sortie.

L'organisateur s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du présent cahier des charges. Tout manquement dûment constaté à une seule de ces clauses entraînerait l'annulation de plein droit du contrat.

Pour contrôler les entrées et sorties du personnel et du matériel, l'organisateur prendra toutes les dispositions pour assurer le gardiennage pendant les périodes de montage et de démontage. L'EPPPD ne saurait être tenu pour responsable des vols ou des détériorations constatés à cette occasion.

Si, en cours de la convention de location, de nouveaux règlements entrent en vigueur, et dans la mesure où ils sont applicables aux espaces, l'organisateur est tenu d'en informer l'EPPPD et d'indiquer les dispositions à prendre afin de rendre les installations conformes à ces nouveaux règlements.

Il appartient à l'organisateur et aux éventuels sous-traitants de disposer d'équipes ayant les qualifications nécessaires en matière d'installations électriques, d'installation de salle de spectacle, etc.

L'organisateur se chargera de toutes les déclarations et acquittera tous les impôts, taxes, contributions, droits et redevances (y compris les droits dus à la SACEM et à la SACD) ainsi que

tous les frais dont il serait redevable envers l'État, les collectivités locales et toutes personnes ou organismes en raison de son activité.

L'ensemble des dossiers sera examiné et validé par le responsable unique de sécurité désigné par l'EPPPD. Il sera notifié au moment de la proposition de contrat à l'organisateur le nombre maximum de personnes autorisées pour chacun des espaces utilisés en fonction de la nature de l'utilisation au regard de ce document. Ce nombre pourra être diminué pour des questions de conservation des locaux. L'EPPPD mettra tous les moyens en œuvre pour s'assurer que ce nombre soit respecté.

4.2. Présentation de la manifestation

L'organisateur devra fournir un dossier technique respectant les règles du Code du travail composé des éléments suivants :

- un plan côté de la manifestation intégrant les dégagements de sécurité. Ce plan devra être validé par l'EPPPD,
- les schémas d'implantation ainsi que les besoins et les puissances des installations électriques,
- une notice détaillée de la manifestation envisagée,
- les certificats de conformité des installations,
- les procès-verbaux des matériaux utilisés,
- les certificats de montage,
- les fiches de méthodologie de montage.

4.3. Consignes d'exploitation

L'organisateur a l'obligation de faire effectuer un nettoyage quotidien des locaux occupés. Tous les déchets provenant du nettoyage doivent être évacués hors des locaux, chaque jour avant l'ouverture au public. Les emballages vides et les déchets encombrants doivent être évacués.

L'accès aux locaux techniques et aux locaux de stockage n'est autorisé ni aux organisateurs ou exposants, ni aux fournisseurs. Seul le personnel de l'EPPPD y est autorisé.

Pendant la période de mise sous tension des installations électriques, l'organisateur a l'obligation de faire assurer leur surveillance par des agents qualifiés et connaissant ces installations.

Aucune intervention, de quelque nature que ce soit, sur les installations techniques fixes du site (eau, courants faibles, téléphone, vidéo, sonorisation, courants forts...) ne sera tolérée de la part de personnes étrangères au personnel de l'EPPPD.

Il est interdit de fumer dans l'ensemble des espaces.

Tout affichage est soumis à l'accord du Palais de la Porte Dorée. Il est interdit d'apposer toute signalétique sauvage sur les murs, vitres, portes et sols, intérieurs comme extérieurs au bâtiment. Il n'est pas autorisé de modifier les implantations définies et réalisées par le personnel de l'EPPD, sauf accord express. Il est interdit de suspendre ou de coller quelque élément que ce soit sans accord préalable (murs, sols, plafonds, conduits, points d'élingues...).

Les implantations du mobilier définies au contrat ne pourront faire l'objet de modification du seul fait de l'organisateur.

Conformément aux dispositions du décret 98-1143 du 15 décembre 1998, le niveau de pression acoustique ne doit jamais dépasser le niveau moyen de 105 dB(A) et de 120 dB(A) en niveau de crête.

Le stationnement de véhicules ne doit en aucun cas gêner la circulation des « voies pompiers », ni occasionner d'augmentation de la charge calorifique sous les escaliers de secours.

La manifestation doit être implantée de telle manière que toutes opérations de transport et mise en place de charges nécessaires à l'aménagement puissent être réalisées en respectant strictement les charges admissibles des planchers pour la répartition des charges dans les différents espaces.

En cas d'utilisation du parvis extérieur, laisser un libre passage de 2,40 m sur le demi-périmètre du parvis côté des grilles d'enceinte et d'au moins 1,80 m le long de la façade Ouest côté avenue Armand Rousseau, maintenir les grilles d'accès déverrouillées en présence du public, et mettre en place un système de sonorisation permettant de donner l'alarme (conforme aux dispositions de l'article L 16 §2 en particulier pour son alimentation électrique), et à l'arrêt du programme en cours afin que le message d'évacuation soit audible.

4.5. Autorisations administratives

4.5.1. Manifestations de type T (expositions et salons exceptionnels)

Lorsque la manifestation ne comporte pas de dérogation au règlement de sécurité ou au cahier des charges, lorsqu'il n'y a pas de condamnation d'issues conformément à l'article T 20 et lorsqu'il n'est pas fait usage des dispositions spéciales nécessitant une autorisation telle que prévue aux articles T 38-1 à T 46 du règlement de sécurité, l'organisateur a l'obligation de déclarer une manifestation de type T auprès du préfet de Police de Paris.

Si les dispositions ci-dessus énoncées ne sont pas respectées, l'organisateur a l'obligation de demander une autorisation d'ouverture au public des expositions, au sein du Palais de la Porte Dorée, délivrée par le préfet de Police de Paris, à qui un dossier de sécurité aura été transmis.

L'organisateur adressera à la Préfecture de Police de Paris (Direction des Transports et de la sécurité du Public – Sous-direction de la Sécurité du Public – Bureau des ERP – 12/14 quai de Gesvres – 75004 PARIS), une déclaration de manifestation ou le dossier de sécurité en 3 exemplaires, dans le délai de deux mois précédant la date d'ouverture prévue pour les manifestations du type T.

L'organisateur a l'obligation de se faire assister par un chargé de sécurité titulaire de l'un des titres suivants :

- diplôme de chef de service de sécurité incendie et d'assistance à personne (SSIAP 3) à jour de recyclage, obtenu conformément aux dispositions définies par les articles 3 et 6 de l'appendice à l'arrêté du 22 décembre 2008,
- diplôme ERP-IHG 3, délivré en application des arrêtés du 18 mai 1998 et du 21 février 1995 relatifs à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, obtenu avant le 31 décembre 2005 et recyclé depuis 31 décembre 2011,
- diplôme unité de valeur des sapeurs-pompiers (PRV2), à jour de recyclage, défini par l'arrêté du 25 janvier 2006 relatif au guide national de référence relatif à la prévention,
- attestation de compétence en matière de prévention de niveau 2 (AP2), à jour de recyclage, définie par l'arrêté du 8 mars 2007 relatif aux attestations de compétence en matière de prévention des risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur,
- brevet de prévention contre les risques d'incendie et de panique ou de l'attestation de stage de prévention obtenue avant le 25 janvier 2006, à jour de recyclage, reconnu comme équivalent jusqu'au 31 décembre 2011,

- contrôle des connaissances prévu à l'article 3 de l'arrêté du 7 novembre 1990 relatif aux conditions d'agrément pour les vérifications réglementaires prévues dans les établissements recevant du public, complété par une attestation datant de moins de 3 ans obtenue suite à un stage de maintien et d'actualisation des connaissances prévu à l'article 13 de l'arrêté du 8 mars 2007.

L'organisateur doit établir et adresser à chaque exposant le cahier des charges de la manifestation qu'il organise ou guide de l'exposant, dans lequel il précisera notamment :

- L'identité du chargé de sécurité et ses coordonnées,
- Les règles de sécurité à respecter.

Le dossier de sécurité doit comporter l'ensemble des caractéristiques de la manifestation projetée, il comportera entre autres :

- Une notice de sécurité décrivant :
 - la nature de la manifestation, avec une description succincte,
 - son implantation, la surface brute occupée, la surface réservée aux allées de circulation,
 - le type du public attendu (grand public ou strictement professionnel),
 - les dates d'ouverture et de fermeture au public,
 - le nombre de visiteurs attendus,
 - la composition du service de sécurité incendie telle que définie à l'article T48 de l'arrêté du 18 novembre 1987 précité,
 - le nom et qualité du chargé de sécurité,
 - les règles de prévention appliquées à la manifestation.
- Les plans d'aménagement des espaces occupés.

L'organisateur doit transmettre également à la Préfecture de Police de Paris les **demandes d'autorisations** visant l'utilisation, lors de la manifestation, d'effets spéciaux comme les lasers par exemple, et en remettre une copie au chargé de sécurité ainsi qu'à la direction de l'EPPPD.

4.5.2. Autres manifestations (types L, N, P)

L'organisateur a l'obligation de respecter les plans types validés par la Préfecture de Police de Paris et doit se faire assister par un conseil en prévention incendie qualifié « chargé de sécurité » pour l'élaboration à transmettre pour avis et validation au chef d'établissement.

Dans le cas contraire, l'organisateur adressera à la Préfecture de Police de Paris (Direction des Transports et de la sécurité du Public – Sous-direction de la Sécurité du Public – Bureau des ERP – 12/14 quai de Gesvres – 75004 PARIS), un dossier de sécurité en 3 exemplaires, dans le délai de 1 mois précédant la date d'ouverture prévue pour les manifestations.

L'organisateur doit transmettre également à la Préfecture de Police de Paris les **demandes d'autorisations** visant l'utilisation, lors de la manifestation, d'effets spéciaux comme les lasers par exemple, et en remettre une copie au chargé de sécurité ainsi qu'à la direction de l'EPPPD.

4.6. Obligations du chargé de sécurité (Manifestations de type T)

Les obligations du chargé de sécurité sont définies à l'article T6 de l'arrêté du 18 novembre 1987 modifié par l'arrêté du 11 janvier 2000. En particulier :

- il veille à la stricte application des dispositions des règlements de sécurité, ainsi qu'à celles du présent cahier des charges qui lui est adressé par l'organisateur, depuis le montage des stands jusqu'à la fin de la manifestation,

- il veille à ce que les équipements collectifs de l'établissement concourant à la sécurité ne soient pas neutralisés par les installations spécifiques de la manifestation en cours,
- il rédige avant l'admission du public, **un rapport final** dans lequel il donne son avis quant à l'ouverture totale ou partielle de la manifestation, qu'il signe conjointement avec l'organisateur. Un exemplaire de ce rapport sera remis à la direction de l'EPPPD.

V / OBLIGATIONS DES EXPOSANTS (Manifestations de type T : exposition ou salon)

L'exposant a l'obligation de se conformer strictement aux dispositions des règlements de sécurité et à celles spécifiques de la manifestation, précisées dans le cahier des charges qui lui est adressé par l'organisateur.

L'exposant assure la pleine et entière responsabilité des présentations et démonstrations qui seront réalisées sur son stand, et devra prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité du public qui y est admis.

5.1. Aménagements intérieurs

Après approbation des plans d'aménagement, l'exposant peut faire exécuter, par les entreprises de son choix, les travaux d'aménagement et de décoration qui ne comportent aucune intervention sur le bâtiment, les équipements et les réseaux existants.

L'exposant ne pourra effectuer ou faire effectuer des travaux d'aménagements des espaces mis à sa disposition en présence du public et veillera à ne faire courir aucun danger à ce dernier ou apporter une gêne à son évacuation

Il devra observer les mesures de sécurité incendie au montage et démontage suivantes :

- Laisser libre d'accès permanent sur le pourtour de l'ensemble des bâtiments une voie engins d'une largeur minimale de 3 m de large,
- Laisser libre d'accès et déverrouiller l'ensemble des issues de secours de l'espace concerné,
- Interdire tous dépôts au pouvoir calorifique important ou présentant des risques,
- Interdire de fumer et d'utiliser des sources de chaleurs à flammes nues. Si besoin, l'installateur en fera la demande auprès de l'organisateur afin de mettre en place les mesures de sécurité appropriées,
- Laisser en permanence la visibilité et l'accessibilité des moyens de secours,
- Les bennes à déchets positionnées à l'intérieur et à l'extérieur seront vidées régulièrement,
- Laisser libre d'accès les différents locaux techniques propres à l'établissement.

L'application de peinture, ainsi que l'usage de vis, clous, punaises, épingles, adhésif double face, etc. sont interdits sur les sols, planchers, plafonds, murs, colonnes, corniches, suspensions, rideaux et tous mobiliers des halls.

Les matériaux utilisés doivent répondre à des caractéristiques de réaction au feu (classement français ou européen). Les PV correspondants et en cours de validité devront pouvoir être présentés.

Exigences :

- Ossature et cloisonnement des stands classés à minima D-s1d0 ou M3
- Les revêtements muraux (textiles naturels ou plastiques) classés à minima C-s3d1 ou M2,
- Les rideaux, tentures et voilages flottants classés à minima C-s3d1 ou M2,
- Les revêtements de sol, solidement fixés, classés à minima D-fls2 ou M4,

- Les éléments de décoration ou d'habillage flottants (panneaux publicitaires si $S > 0,50 \text{ m}^2$, guirlandes, objets légers de décoration, etc.), classés à minima B-s3d1 ou M1,
- Les velums pleins classés à minima B-s3d0 ou en catégorie M1.

Pour les matériaux exposés en décoration, pas d'exigence de classement si $S < 20 \%$ du support (cloison).

Les stands nus (non cloisonnés traditionnellement avec un aménagement personnalisé) présenteront les mêmes caractéristiques énoncées ci-dessus.

Les vélums doivent être disposés de façon qu'ils ne perturbent pas l'efficacité de la détection incendie et du désenfumage.

Les stands sur plancher dont la hauteur est supérieure à 2 cm seront équipés afin de franchir d'un plan incliné de pente inférieure ou égale à 5 %. Les valeurs de pentes suivantes sont tolérées exceptionnellement :

- jusqu'à 8 % sur une longueur inférieure ou égale à 2 m,
- jusqu'à 10 % sur une longueur inférieure ou égale à 50 cm.

Les circulations entre les stands ne doivent pas être inférieures à 140 cm.

Équivalences :

- Le bois massif non résineux : si $e > 14 \text{ mm}$, classé M3,
- Le bois massif résineux : si $e > 18 \text{ mm}$, classé M3,
- Les panneaux dérivés du bois (contreplaqués, lattés, fibres...) : si $e > 18 \text{ mm}$, classé M3.

Les exposants doivent détenir sur chaque stand les procès-verbaux en cours de validité de classement des matériaux utilisés vis-à-vis de leur réaction au feu, ou à défaut, les certificats d'ignifugation équivalents.

Le gros mobilier, l'agencement principal, les stands et les aménagements de planchers légers en superstructures, situés dans les locaux et les aménagements, doivent être en matériaux de catégorie M3. Le gros mobilier, qui comprend les caisses, bars, comptoirs, vestiaires, etc. doivent occuper des emplacements tels qu'ils ne puissent gêner ou rétrécir les chemins de circulation, et doivent être éventuellement lestés au sol ou aux parois de façon suffisamment rigide pour qu'une poussée de la foule ne puisse les déplacer.

Une protection devra être installée sous les buffets afin de protéger le sol des espaces.

Interdictions

- Utilisation d'effets pyrotechniques et de machines à effets de flammes (cheminées à éthanol), de produits tels qu'oxyde d'éthyle, sulfure de carbone, éther sulfurique, acétone ou hydrocarbures liquéfiés (étuve à gaz...), de machines et appareils produisant des flammes nues,
- Rideaux, tentures et voilages devant les issues,
- Peintures et vernis classés inflammables (peintures nitrocelluloses ou glycérophtaliques par exemple),
- Emploi d'enseignes ou panneaux publicitaires en lettres blanches sur fond vert,
- Couverture du niveau en surélévation (plafond, faux plafond, velum plein) ; seul velum à maille autorisé,
- Neutralisation de la détection automatique incendie et des bouches de désenfumage lors des spectacles,

- Distribution de produits contenant un gaz inflammable, de ballons gonflés avec un gaz inflammable ou toxique, d'articles en celluloïd, d'articles pyrotechniques et explosifs.

L'utilisation de machines à fumée, à brouillard ou générateurs à mousse est soumise à autorisation expresse de l'EPPPD.

5.2. Aménagement de planchers

Les aménagements de planchers légers en superstructures pouvant recevoir des personnes ou des équipements tels que tours, stands, podiums, estrades, et en général tous les planchers surélevés, aménagés à l'intérieur des bâtiments, doivent être conformes aux points suivants :

- Ils doivent avoir une ossature en matériaux de catégorie M3 et en bon état,
- Leurs dessous doivent être débarrassés de tout dépôt de matières combustibles. Ils doivent être inutilisables et rendus inaccessibles au public par une cloison extérieure en matériaux de catégorie M3,
- Les valeurs des charges d'exploitation à retenir sont celles prévues par la norme NF P 06-001 en fonction de la nature dans laquelle ces aménagements sont réalisés,
- Les tribunes devront être conformes au plan, à la notice de montage du fabricant, à la norme NF P 90 500 et au règlement ERP,
- L'équipe de montage devra être habilitée et devra respecter les règles de l'art,
- La capacité de charge des planchers existants du forum est de 500 kg/m².

Aucune étude n'a été faite pour la répartition des charges au sol concernant les autres espaces, il faut prendre en compte une moyenne de 250 kg/m². Au cas où un organisateur aurait besoin d'un aménagement avec une charge supérieure à 250 kg/m², il lui sera demandé une étude de faisabilité approfondie auprès d'un organisme agréé.

5.3. Stockage

Il est interdit de stocker des matières inflammables et dangereuses dans l'intégralité du site du Palais de la Porte Dorée.

Le stockage des emballages vides ne peut être autorisé qu'en dehors des surfaces accessibles au public, et avec l'accord de l'Établissement. Il est donc indispensable que lors de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation d'ouverture au public, la localisation exacte de ce stockage soit précisée, ainsi que les éventuelles mesures complémentaires proposées en matière de lutte et de protection contre l'incendie.

5.4. Dégagements

Les allées de circulation doivent rester libres en permanence et leur balisage de sécurité ne doit pas être masqué par des éléments de signalétique ou de décoration des stands.

En cas d'obstacles au sol dans les allées de circulation (câbles électriques, canalisations d'eau), une protection fixe doit être apportée (type "bateau").

L'usage des portes doit être maintenu à la libre disposition du public pendant toute la durée de sa présence dans les locaux. Il est de la responsabilité de l'organisateur de veiller à la stricte application de cette prescription.

L'emploi d'enseignes en lettres blanches sur fond vert est interdit, ces couleurs étant exclusivement réservées à l'indication des sorties.

5.5. Électricité

5.5.1. Prescriptions générales

Les installations électriques doivent être réalisées dans les conditions de la norme NF C 15-100 et ne doivent comporter que des canalisations fixes. Les câbles ou conducteurs doivent être catégorie C2.

Les conduits et les profilés utilisés pour les chemins de câbles, goulottes et cache-câbles doivent être du type non-propagateur de flamme suivant leur norme en vigueur. Toutes les canalisations doivent comporter un conducteur de protection relié à la borne de terre du tableau. Si exceptionnellement des matériels en exposition de classe 0 sont alimentés, ils doivent être protégés par des dispositifs à courant différentiel résiduel assigné au plus égal à 30 mA. Les appareils de la classe I doivent être reliés au conducteur de protection de la canalisation les alimentant.

L'utilisation de prises de terre individuelles de protection est interdite.

Pendant la période de mise sous tension des installations électriques, l'organisateur a l'obligation de faire assurer leur surveillance par des agents qualifiés et connaissant ces installations.

Il est obligatoire de protéger les circuits prises de courant par des disjoncteurs différentiels d'une sensibilité de 30 mA, de disposer les connexions électriques à l'intérieur de boîtes de dérivation, de relier toutes les pièces métalliques supportant des installations électriques au conducteur de protection, de prévoir une protection mécanique pour les câbles électriques cheminant au sol.

De même, ne doivent être utilisés, pour les enveloppes renfermant les enseignes et tubes lumineux à décharge fonctionnant à une tension de sortie à vide assignée à 1kV, que des matériaux présentant une qualité de réaction au feu M3 au moins ou satisfaisant à l'essai au fil incandescent visé à l'article EC 5, la température du fil incandescent étant de 750°C.

Dans le cas d'installation d'un groupe électrogène, celui-ci doit être équipé d'une source de substitution assurant la continuité d'exploitation par l'intermédiaire d'un inverseur de source automatique.

5.5.2 Installation « bloc autonome d'éclairage de sécurité »

Les blocs autonomes de sécurité sont repris sur la source normale de l'établissement. En cas de disparition de la source normale d'éclairage de la manifestation, les BAES (circulation et ambiance) devront s'enclencher automatiquement. L'installation devra être conforme à la législation.

La modification des circuits ou implantation devra être validée par les services techniques de l'EPPPD.

5.5.3. Coffrets et armoires électriques

Chaque stand doit être équipé d'un tableau électrique comprenant l'appareillage permettant :

- la coupure d'urgence de tous les conducteurs actifs,
- la protection contre les surintensités,
- la protection contre les contacts indirects.

La borne de terre des tableaux des stands doit être reliée au réseau général de protection.

Le coffret doit être inaccessible au public, tout en étant facilement accessible au personnel et aux secours. Il doit être éloigné de tous matériaux et produits inflammables et combustibles.

5.5.4. Lampes à halogène (norme EN 60 598)

Les luminaires des stands comportant des lampes à halogène doivent être :

- placés à une hauteur de 225 cm au minimum,

- éloignés de tous matériaux inflammables (au moins à 50 cm des bois et autres matériaux de décoration),
- fixés solidement,
- équipés d'écran de sécurité (verre ou grillage à mailles fines) assurant la protection contre les effets dus à l'explosion éventuelle de la lampe.

5.5.5. Enseignes lumineuses à haute tension

Elles doivent être protégées par un écran en matériau classé M3 et équipées par une commande de coupure signalée. Les transformateurs doivent être hors de portée du public. Il pourra être apposé un panneau de signallement « Danger : haute tension ».

5.5.6. Lasers

Les lasers devront être utilisés dans les conditions spécifiées au chapitre 4 de l'instruction technique relative à l'utilisation d'installations particulières du 11/12/2009. Seuls les lasers de classe 1 et 2 sont autorisés.

En cas d'installation à l'intérieur de la zone réservée au public, aucun tir laser n'est admis en direction du public, quelle que soit la classe du laser, sauf si un périmètre d'exclusion du public de 5 m de rayon, matérialisé, est mis en place. La zone dite « zone réservée au public » est définie par l'espace situé jusqu'à 3 m au-dessus de la surface occupée par le public et sur une bande de 2,5 m autour de cette dernière. La zone réservée au public est matérialisée au sol.

Dans la zone réservée au public, seul est admis un rayonnement par balayage effectué dans les conditions fixées par le rapport technique international sur la sécurité des appareils à laser CEI / TR 60825-3 (mars 2008).

L'appareil à laser doit être hors de portée du public et au minimum à 3 m au-dessus du sol accessible au public ou protégé par un périmètre de sécurité de 5 m de rayon.

L'appareil à laser et son dispositif de déviation optique éventuel sont contenus dans un boîtier clos posé de telle manière qu'il ne puisse pas être déplacé sous l'effet de perturbations telles que des mouvements de foule, des vibrations ou des rafales de vent. Le faisceau ne peut sortir de ce boîtier qu'à travers des orifices dont la forme et la position limiteront rigoureusement l'excursion du faisceau à l'espace qu'il est autorisé à balayer.

Toutes dispositions sont prises pour éviter les réflexions parasites, par exemple par l'emploi de matériaux mats, et non réfléchissants aux longueurs d'onde considérées.

L'installation et les réglages respectent les dispositions fixées par le rapport technique international sur la sécurité des appareils à laser CEI / TR 60825-3 (mars 2008). Seul un appareil à laser émettant uniquement dans le domaine spectral visible (400 à 700 nanomètres) peut être utilisé pour créer des effets lumineux dans les locaux accessibles au public et en présence de ce dernier.

La classe de référence figure très clairement sur l'appareil avec notamment le chiffre et le pictogramme correspondant à cette dernière. Les appareils à lasers doivent être conformes à la norme NF EN 60825-1 (janvier 2008) ou tout autre système équivalent permettant de satisfaire aux mêmes exigences.

Aucune réparation d'un appareil à laser, nouveau réglage ou correction de faisceau n'est effectuée en présence du public.

VI / OBLIGATIONS DES UTILISATEURS POUR LES AUTRES ACTIVITÉS

6.1 Activités de type L (conférence, réunion, spectacles ou usages multiples)

6.1.1 Planchers en superstructures

Les aménagements de planchers légers en superstructures pouvant recevoir des personnes, tels que tribunes, tours, stands, podiums, estrades, gradins, praticables, et en général tous les planchers surélevés, aménagés à l'intérieur des salles, doivent comporter une ossature en matériaux de catégorie M3 et en bon état.

Tous ces planchers doivent être jointifs ainsi que les marches et les contremarches des escaliers et gradins. Ceux-ci peuvent être en bois.

Leurs dessous doivent être débarrassés de tout dépôt de matières combustibles et rendus inaccessibles au public par une cloison extérieure en matériaux de catégorie M3 ne comportant que des ouvertures de visite.

En dérogation aux dispositions précédentes, les dessous des gradins peuvent être visibles. Dans ce cas, ils doivent être rendus inaccessibles au public par des dispositifs tels que des lisses ou grillages par exemple, et être maintenus propres en permanence.

Ces aménagements doivent être d'une solidité suffisante pour supporter les personnes et les objets qu'ils doivent accueillir. Les valeurs de charges d'exploitation à retenir sont celles prévues par la norme NFP 06.001. Ces constructions et leurs escaliers d'accès doivent être munis de garde-corps conçus pour résister aux poussées de la foule et pour éviter les chutes.

L'EPPPD se réserve le droit de missionner un bureau de contrôle aux frais de l'organisateur pour valider les installations envisagées.

6.1.2. Rangées de sièges

Si des rangées de sièges sont constituées, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- Chaque rangée doit comporter 16 sièges au maximum entre deux circulations, ou 8 entre une circulation et une paroi,
- Les sièges sont solidaires par rangée et chaque rangée est reliée de façon rigide aux rangées voisines de manière à former des blocs difficiles à renverser ou à déplacer,
- Les sièges mobiles sont interdits, mais sont admis dans les salles comportant des tables par nécessité,
- Les circulations dans les salles devront être respectées conformément à l'article L20,
- Les sièges rembourrés seront conformes à l'instruction technique relative au comportement au feu des sièges rembourrés du 6 mars 2006,
- Une attestation de conformité avec une durée de validité de moins de 5 ans doit être fournie au chargé de sécurité.

6.1.3 Décors

Seuls les décors en matériaux de catégorie M1 sont autorisés.

Les décors mobiles, propres au spectacle en cours, sont admis si l'ensemble des dispositions suivantes sont respectées :

- Leurs mouvements ne compromettent pas la sécurité et l'évacuation du public,

- Chaque point de fixation doit être doublé par un système de fixation distinct et de conception différente,
- Les systèmes de fixation doivent faire l'objet d'une vérification par un organisme agréé,
- Les estrades adossées à un mur de la salle peuvent comporter un encadrement (ou une retombée) destinée à séparer l'estrade de la salle. Cet aménagement doit être en matériaux incombustibles et ne pas compromettre l'efficacité du désenfumage.

6.1.4. Équipements techniques

Tous les équipements techniques doivent être fixés de manière à ne jamais constituer un risque pour le public. Les équipements mobiles, autres que les décors, situés au-dessus du public doivent être fixés par deux systèmes distincts et de conception différente.

Les installations électriques mises en place par l'organisateur feront l'objet d'une attestation de conformité par un technicien compétent qualifié.

6.2. Activités de type N (restaurant et débit de boissons)

Les aménagements doivent respecter les mesures suivantes :

- Dans le cas de restauration assise, les dégagements doivent être matérialisés,
- Les dégagements secondaires peuvent avoir une largeur de 60 cm, largeur prise en position d'occupation des sièges,
- Les vestiaires doivent être aménagés en dehors des chemins de circulation et doivent en outre être disposés de manière que le public stationnant à leurs abords ne gêne pas la circulation,
- Les aménagements tels que buffets, tables, chaises, dessertes, etc., seront implantés conformément à l'article AM16, et être disposés de telle sorte qu'en aucun cas ils ne puissent gêner l'évacuation du public, l'accès aux moyens de secours ou l'intervention du personnel technique de l'établissement,
- L'utilisation de lampes mobiles est seulement admise dans les salles. Les lampes mobiles doivent être alimentées par des prises de courant installées conformément aux dispositions de l'article EL5 § 2,
- L'utilisation de bougies est seulement admise dans les salles. Les bougies doivent être fixées sur des supports stables et incombustibles.

6.3. Activités de type P (salle de danse)

6.3.1. Aménagements

Les aménagements doivent respecter les mesures suivantes :

- Les tables et les sièges devront être disposés de manière à ménager des chemins de circulation libres en permanence,
- Les vestiaires, s'ils existent, devront être aménagés en dehors des chemins de circulation et des escaliers et être disposés de manière que le public stationnant à leurs abords ne gêne pas la circulation,
- Si une régie est installée, elle ne devra pas constituer une gêne à la circulation du public ; si elle est installée dans la salle, elle doit être distante d'1 m au moins en tous sens des dégagements et être séparée du public :
 - soit par une paroi (ou une cloison écran) s'élevant à 2 m au-dessus du plancher accessible au public,
 - soit par une zone libre matérialisée d'1 m au moins,
- Les plafonds, les plafonds suspendus, les parties translucides ou transparentes qui y sont incorporées devront être en matériaux de catégorie M1,
- Si des produits d'isolation acoustique sont utilisés et dont l'épaisseur d'isolant est supérieure à 5 mm (10 mm en sol), ils devront respecter les dispositions suivantes :

- soit les produits sont classés A2 -s2, d0 en paroi verticale, en plafond ou en toiture et A2FL-s1 au sol,
- soit les produits sont protégés par des écrans thermiques un quart d'heure (15 mn) pour les parois verticales et les sols et une demi-heure (30 mn) pour les autres parois,
- Tous les éléments flottants de décoration ou d'habillage devront être en matériaux de catégorie M1,
- Les plantes artificielles ou synthétiques seront en matériaux de catégorie M2,
- Les vélums sont interdits,
- Les sapins de Noël et décorations florales devront être conformes aux dispositions de l'article AM19. Interdiction d'utiliser des bougies,
- Il est interdit de neutraliser la détection automatique incendie et des bouches de désenfumage lors des spectacles.

6.1.2. Rangées de sièges

Si des rangées de sièges sont constituées, les dispositions suivantes doivent être respectées :

- Chaque rangée doit comporter 16 sièges au maximum entre deux circulations, ou 8 entre une circulation et une paroi,
- Les sièges sont solidaires par rangée et chaque rangée est reliée de façon rigide aux rangées voisines de manière à former des blocs difficiles à renverser ou à déplacer,
- Les sièges mobiles sont interdits, mais sont admis dans les salles comportant des tables par nécessité,
- Les circulations dans les salles devront être respectées conformément à l'article L20,
- Les sièges rembourrés seront conformes à l'Instruction technique relative au comportement au feu des sièges rembourrés du 6 mars 2006,
- Une attestation de conformité avec une durée de validité de moins de 5 ans doit être fournie au chargé de sécurité.

VII/ CAPACITÉS D'ACCUEIL DES ESPACES MIS À DISPOSITION

Activité	Type de manifestation	Surface	Base de calcul	UP	Dégagements	Nb de personnes admis par la réglementation
Hall d'Honneur (niveau RDC)						
N	Dîner	650 m ²	1 p/m ²	8	3	650
N	Cocktail	650 m ²	2 p/m ²	8	3	800
L	Défilé	650 m ²	1 p/m ²	8	3	650
T	Expositions temporaires	650 m ²	1 p/m ²	8	3	650
Forum (niveau RDC) avec estrade de 73 m²						
N+L	Diner/spectacle	807 m ²	1 p/m ²	14	3	807
N+L	Diner/défilé	762 m ²	1 p/m ²	14	3	762
N	Diner	807 m ²	1p/m ²	14	3	807
L	Spectacle	807 m ²	1 p par siège ou 1p/0.5ml banc	14	3	762
L	Défilé	762 m ²	1 p par siège ou 1p/0.5ml banc	14	3	534
N	Diner	807 m ²	1 p/m ²	14	3	807
N	Cocktail	807 m ²	2 p/m ²	14	3	1000
N	Diner	807 m ²	1 p/m ²	14	3	807
P	Salles de danse	807 m ²	4 p/3m ²	14	3	1000
T	Expositions	807 m ²	1 p/m ²	14	3	807
Auditorium (niveau RDC)						
L	Spectacle (gradins ouverts)	300 m ²	Nombre de sièges	10	4	189
L	Spectacle sièges	300 m ²	3 p/m ²	10	4	600
N	Diner (gradins repliés)	300 m ²	1 p/m ²	10	4	300
N	Cocktail (gradins repliés)	300 m ²	2 p/m ²	10	4	600
P	Salle de danse (gradins repliés)	380 m ²	4p/3 m ²	10	4	506
T	Exposition temporaire (gradins repliés)	380 m ²	1 p/ m ²	10	4	380
Hall Marie Curie (niveau RDC)						
N	Diner	438 m ²	1 p/m ²	8	4	438
L	Défilé	438 m ²	1 p/m ²	8	4	438
N	Cocktail	438 m ²	2 p/m ²	8	4	500
L	Spectacle	438 m ²	Nombre de sièges 1 p/0.50 ml banc	8	4	438
T	Exposition	438 m ²	1 p/m ²	8	4	438
P	Salle de danse	438 m ²	4 p/3m ²	8	4	500
Ateliers 1, 2 et 3 (niveau RDC)						
L+R	Conférence/Réunion	50 m ²	1 p/m ²	3	2	50
N	Cocktail	50 m ²	2 p/m ²	3	2	50
Atelier 4 (niveau RDC)						
L+R	Conférence/Réunion	60 m ²	1 p/m ²	3	2	50
N	Cocktail	60 m ²	2 p/m ²	3	2	50
Atelier 5 (niveau RDC)						
L+R	Conférence/Réunion	110 m ²	1 p/m ²	4	2	110
N	Diner	110 m ²	1p/ m ²	4	2	110
N	Cocktail	110 m ²	2 p/m ²	4	2	110
Salon des laques (niveau 2)						
N	Cocktail (mezzanines du parcours historique)	126 m ²	2 p/m ²	2X5	4	50
N	Conférence/Réunion	126 m ²	1 p/m ²	6	2	50

Activité	Type de manifestation	Surface	Base de calcul	UP	Dégagements	Nb de personnes admis par la réglementation
Salle d'exposition temporaire (niveau 2)						
N +L	Diner/défilé	777 m ²	1 p/m ²	4	2	400
N	Cocktail	777 m ²	2 p/m ²	4	2	400
L	Défilé/chaises	777 m ²	1 p par siège	4	2	400
Prologue ouest (palier du niveau 2)						
N	Diner	76 m ²	1 p/m ²	4	2	76
N	Cocktail	76 m ²	1 p/m ²	4	2	76
L	Défilé/chaises	76 m ²	1 p/sièges ou par 0.50ml	4	2	76
Aquarium tropical (niveau rez-de-jardin) avec espace d'exposition						
N	Diner	1 465 m ²	1 p/m ²	12	6	300
N	Cocktail	1 465 m ²	2 p/m ²	12	6	300
L	Défilé/chaises	1 465 m ²	1 p/sièges ou par 0.50ml	12	6	300
Salle Haardt (niveau rez-de-jardin)						
L.	Réunion	98 m ²	1 p/m ²	3	1 sortie 2 UP et 1 sortie accessoire	39
Parvis extérieur						
N	Diner	1200 m ²	1 p/m ²	14	4	1200
N	Cocktail	1200 m ²	2 p/m ²	14	4	1200
L	Défilé/chaises	1200 m ²	1 p/0.50 ml 1 p/siège	14	4	1200
L	Spectacles	1200 m ²	3 p/m ²	14	4	1200

**ATTESTATION DE CONVENTION ET DE PRISE DE CONNAISSANCE
DU CAHIER DES CHARGES**

Entre **L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE (EPPPD)**

Désigné le **Propriétaire**

et

Désigné **l'Organisateur**

Il a été passé une convention de mise à la disposition de ce dernier, des installations suivantes :

Entre les dates suivantes :

Début de mise à disposition, leà h

Fin de mise à disposition, leà h

Pour y exercer l'activité suivante :

Horaires d'ouverture au public, duà h

auà h

Le présent cahier des charges s'ajoute et complète la convention de mise à disposition des installations évoquées ci-dessus.

L'Organisateur déclare avoir fait une reconnaissance des installations préalablement à l'établissement de la convention de leur mise à disposition et accepte de les prendre en l'état pour n'y exercer, dans la limite du temps convenu, que la ou les activités qu'il a déclarées au Propriétaire.

Il s'engage à n'apporter aucune modification à ces installations et à respecter les règles de sécurité applicables aux Etablissements Recevant du Public.

L'Organisateur reconnaît avoir pris connaissance du présent cahier des charges.

Nom du représentant légal de l'organisateur :

.....

Date :

Signature

DECLARATION D'UNE MANIFESTATION TYPE "T" (expositions, foires-expositions, salons) DANS UN ERP (Établissement recevant du public)	
<i>Conforme au message d'information du ministère de l'Intérieur du 05 janvier 2016 (DGSCGC/DSP/SDSIAS/BRIRC) (non référencé)</i>	
Obligation : à déposer auprès du maire ou à Paris, auprès du Préfet de police au moins "deux mois" avant l'ouverture prévue de la manifestation	
L'ETABLISSEMENT ACCUEILLANT LA MANIFESTATION	
Identification (enseigne, adresse) :	
Type(s) : (activités autorisées)	
Catégorie : (de l'ERP)	
Date de la dernière visite de la commission de sécurité :	
LA MANIFESTATION	
Dénomination :	
Date : (exploitation)	
Effectif attendu sur toute la durée de la manifestation :	
Effectif maximum attendu à un instant T :	
Coordonnées de l'organisateur :	
Chargé de sécurité :	
ATTESTATION	
Je soussigné	
Organisateur de la manifestation désignée ci-dessus	
	- Atteste qu'aucune dérogation au cahier des charges d'exploitation de l'établissement et aux dispositions du type T (arrêté du 18 novembre 1987 modifié) n'est envisagée.
	- Atteste qu'aucune neutralisation de sortie en application de l'article T20§2 n'est envisagée.
Engagement de l'Organisateur	
<i>Lieu / Date :</i>	<i>Qualité(s) du signataire / Signature / Tampon</i>